
NOTE D'INFORMATION – 4 avril 2007

Négociations et coton : avancées, recul ou stagnation sur ces deux fronts ?

Deux mois déjà que les négociations ont repris officiellement à Davos, et l'on ne voit toujours pas venir la fameuse « percée » tant attendue et si souvent annoncée comme imminente. Le scepticisme semble à nouveau poindre, à Genève et ailleurs.

La négociation doit revenir à Genève

Le G4, semble-t-il, commence à lasser... Présenté un peu comme celui par qui le miracle allait arriver, le groupe des 4 grands (Etats-Unis, Union européenne, Brésil et Inde) n'a pas, jusqu'à présent, satisfait les espoirs mis entre ses mains. Malgré plusieurs rencontres bilatérales et plurilatérales, ces quatre là n'ont encore pas dégagé de plus petit dénominateur commun susceptible de faire bouger les choses. Une nouvelle réunion serait prévue, mais pas encore confirmée, à Paris début avril. Toutefois, maintenant que l'accord de libre-échange entre les Etats-Unis et la Corée du Sud est conclu, la Représentante américaine pour le Commerce Susan Schwab aura peut-être plus de temps à consacrer à la négociation multilatérale. Le choix de Paris peut paraître surprenant, tant les Français ont fait montre de leur pessimisme quant à la possibilité d'une conclusion heureuse de Doha. Un tel rendez-vous pourrait peut-être avoir le mérite de faire entrer les questions de commerce international dans la campagne électorale... Ceci étant dit, ce qui frustre les 146 autres membres de l'OMC, ce n'est pas seulement que le G4 n'avance pas mais qu'en plus il soit considéré comme le centre de la négociation. De nombreux membres et groupes, dont le G-33, ont demandé le retour des négociations à Genève, dans un souci de transparence et d'équité. Selon ce groupe, la multiplication de réunions du G4 ainsi que les *fireside chats* et autres *green rooms* en comité restreint entretiennent un climat de méfiance. Le processus bilatéral, tout aussi utile soit-il – ce qui reste encore à démontrer – ne peut se substituer à la discussion multilatérale qui est au fondement même du fonctionnement de l'OMC. Preuve supplémentaire de l'inefficacité du G4, le Brésil a mis en doute son utilité et l'Inde a demandé elle aussi le retour des négociations au sein de l'OMC et en multilatéral.

Falconer pessimiste mais actif

Histoire de surfer sur ce relent de multilatéralisme, Crawford Falconer, Président du Comité des négociations agricoles, a annoncé qu'il allait sortir une nouvelle version de son document de référence entre le 13 et le 20 avril. Ce papier devrait proposer des hypothèses de convergence dans les trois piliers de la négociation agricole (accès aux marchés, soutien interne et concurrence à l'exportation). Même si cette annonce est à accueillir positivement, elle ne reflète pas un éventuel vent d'optimisme. Elle aurait plutôt tendance à vouloir conjurer un scepticisme, sinon un pessimisme dont Falconer ne se cache pas à l'heure actuelle. Il a avoué qu'aucun progrès concret n'était ressorti de ces derniers mois de discussions intenses et a insisté sur sa crainte que l'énergie puisse venir à manquer. L'initiative de produire un nouveau document pourrait toutefois être confortée par une action identique dans l'AMNA. En effet, le Président du Comité de négociations pour l'accès au marché des marchandises non agricoles, se prépare, à la suite d'entretiens en tête à tête avec les membres clé de l'OMC, à sortir lui aussi un texte de référence pour la négociation.

Conférence de l'ACA à Accra

En ce qui concerne plus spécifiquement le coton, du 22 au 24 mars, et pour la première fois dans un pays anglophone, s'est tenue à Accra la Conférence annuelle de l'ACA, l'Association cotonnière africaine. La conférence avait pour thème central « Compétitivité et viabilité de la production de coton en Afrique ». Les communications ont porté principalement sur (i) la situation du marché international de coton et ses perspectives, (ii) l'amélioration des rendements de la production cotonnière en Afrique, (iii) l'amélioration de la qualité du coton africain sur l'ensemble de la chaîne et (iv) les subventions aux producteurs et exportateurs des pays du Nord et le Cycle de Doha. L'ACA n'est pas une organisation gouvernementale mais intègre, autour des sociétés cotonnières (membres actifs), les organisations de producteurs et les industriels du textile et de la graine (membres associés) ainsi que les autres acteurs de la filière (banques, sociétés de transport, assurances, entreprises de négoce, etc.). Cette conférence a bien montré que le problème du coton n'a pas une cause unique. En effet, les subventions des pays occidentaux ne sont pas les seules responsables de la déroute des filières cotonnières africaines. La productivité et la qualité du coton africain relèvent aussi de problèmes nationaux. Mais cela a permis de rappeler une nouvelle fois que

seule une solution concertée et globale (suppression des subventions + réforme des filières) peut assurer un avenir durable au coton africain.

Conclusion

Dans les jours à venir, il appartiendra aux pays du C4 et autres pays africains producteurs de coton de s'assurer que le coton figure en bonne place dans le texte de référence de Crawford Falconer, pas uniquement au stade de question mais sous la forme d'une solution proposée. Il n'est en effet plus temps d'exposer une nouvelle fois les problèmes du coton mais bien de trouver un remède durable intégrant le respect des règles multilatérales. De ce que l'on peut entendre aujourd'hui, il est probable que le texte de Crawford Falconer propose effectivement une solution pour le coton qui, si elle ne répond pas entièrement aux ambitions des pays du C4, aura déjà le mérite d'exister.

IDEAS Centre offre des services de conseils de politique générale aux gouvernements des pays en développement et en transition dans les domaines du commerce international, du développement et de la gouvernance économique. IDEAS Centre aide les pays à faibles revenus à défendre leurs intérêts commerciaux et ainsi à mettre à profit leur appartenance à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) d'une manière favorable à leur développement.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: www.ideascentre.ch.

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41